



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

04/06/2026

Résumé des questions économiques et sociales: semaine n° 282 du 04 juin 2026

Édito

La grève a été puissante à la SNCF avec plus de 50% de grévistes et des conséquences importantes sur le trafic. Les exigences des cheminots sont claires : des augmentations de salaires pour tous et la fin de la privatisation de la SNCF. Dans la même période, d'autres professions agissent pour des revendications semblables, celle des salaires étant au cœur des préoccupations de dizaines de millions de travailleurs, celle de l'emploi et des services publics sont très présentes dans les mouvements en cours. Beaucoup de salariés, syndiqués ou non, se posent la question : quand allons nous enfin agir tous ensemble et en même temps afin de taper du poing sur la table et faire reculer le patronat et le pouvoir. Cette exigence de tous ensemble, nous devons la mettre à l'ordre du jour. C'est bien l'impératif du moment !



LE 25 JUIN, FACE À LA CASSE ORGANISÉE DE L'INDUSTRIE, LA FNIC-CGT APPELLE TOUTES LES TRAVAILLEUSES ET TOUS LES TRAVAILLEURS À LA GRÈVE ET À UNE MOBILISATION MASSIVE. RENDEZ-VOUS : À LYON, DEVANT LE SITE KEM ONE SAINT-FONS, (1 QUAI LOUIS AULAGNE, 69190), DÈS 10H À DUNKERQUE DEVANT LE BÂTIMENT DE L'AVENIR, (31 RUE DU PONCEAU, 59140), AVEC LE COMITÉ RÉGIONAL 62-59 ET L'UD 59, DÈS 9H ENSEMBLE, ORGANISONS LA RIPOSTE.

Sommaire :

Luttes

- *Succès de la grève des cheminots du 10 juin*
- *Manifestation des personnels de la recherche publique du 11 juin*
- *Stop au mépris d'une direction revancharde ! Soutien total aux salariées grévistes de la crèche Babilou à Montauban*
- *Les salariés de Knauf en Seine-et-Marne en grève*
- *La fonction publique s'effondre*
- *À Rouen, licenciements au sein de l'association d'accompagnement social Emergence-s*
- *Un appel à la grève pour le 18 juin dans les aéroports parisiens*
- *Plus de 83 jours de grève : la lutte continue à la clinique de Keraudren (Brest)*
- *Randstad manifestation le 9 juin contre le rachat par LTM*
- *Groupe Legrand : la CGT s'inquiète de l'avenir en France du fabricant de matériel électrique. À Léré (Cher), les facteurs vont entamer une nouvelle semaine de grève*
- *Les AESH (accompagnants d'élèves en situation de handicap) en grève le 9 juin pour réclamer un statut et de meilleurs salaires*
- *Retour sur la grève chez Décathlon*
- *Grève dans les musées nationaux*
- *Les salariés du Muséum continuent la lutte*
- *Agents d'animation territoriaux En grève depuis 3 mois à Saint-Nazaire*
- *6 semaines de grève pour les Enseignants en Activités Physiques Adaptées de la Clinique de l'Essonne*
- *Une fondation reconnue d'utilité publique depuis 120 ans va disparaître*

• *Une salariée menacée de licenciement pour le port d'un foulard*

Dossiers ; Économie

• *Affaire SFR : en réponse, un service public du numérique !*

• *Camions électriques : un marché en 2035 de 1,9 billion de dollars...*

• *L'État prévoit de déduire de la pension l'argent gagné par les retraités poursuivant une activité*
Évolution du nombre de bénéficiaires de la retraite progressive ou mal être au travail

• *Le Conseil d'orientation des retraites (COR) s'apprête à livrer son rapport annuel*

• *Batteries à plat ou China made in Europe*

• *Olatein prévoit de cesser ses activités à Dieppe*

• *Industrie et armement*

• *IA et capital*

• *54^{ème} congrès de la CGT : une première analyse*

International ; Solidarité internationaliste

• *Au Nigeria, les enseignants se mettent en grève face aux enlèvements massifs d'écolier*

• *Russie : un faux anti-impérialisme déguisé en rouge*

• *Italie, surexploitation des travailleurs migrants Afghan, Pakistanais et Indiens*

Luttes

Succès de la grève des cheminots du 10 juin

La grève du 10 juin a été un succès pour la profession au regard du nombre de grévistes. Nous publions ci-dessous le communiqué du syndicat CGT des cheminots.

" Ce mercredi 10 juin, à l'appel de l'intersyndicale cheminote, près d'un-e salarié-e sur deux de la SNCF et de ses filiales, était en grève. Cette mobilisation prouve la légitimité de leurs revendications sur la question des salaires, des conditions de travail et pour un service public du ferroviaire.

Grâce au travail des salarié-es, les entreprises ferroviaires font des profits. Alors que le coût de la vie augmente, les salaires doivent suivre et être indexés sur les prix : afin de reconnaître le travail et les qualifications des cheminot-es.

C'est ce que revendique la CGT pour l'ensemble des salarié-es avec l'échelle mobile et l'augmentation générale des salaires, plutôt que des primes occasionnelles souvent non cotisées. C'est permettre à toute et tous s de vivre dignement tout au long du mois et de la vie.

La privatisation du service public ferroviaire, avec le transfert de personnel, amoindrit les droits des cheminot-es et dégrade le service pour tous les usager-es. Les prix des billets augmentent, de nombreuses lignes ont fermé et les conditions de travail sont dégradées. Moins de lignes de train, c'est aussi plus de voitures et de camions sur les routes.

Ça suffit ! Sans attendre les directions doivent ouvrir immédiatement de nouvelles discussions avec les organisations syndicales de cheminot-es pour :

• *L'ouverture de négociations notamment sur les salaires,*

• *L'arrêt du processus de mise en concurrence et un moratoire sur les restructurations*

• *Le maintien des droits sociaux pour l'ensemble des cheminot-es "*

Manifestation des personnels de la recherche publique du 11 juin

Des centaines de travailleurs de la recherche publique se sont rassemblés le 11 juin devant le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR). Ils ont protesté contre un mauvais budget 2026 qui vient encore d'être amoindri par des suppressions de crédits. Les conséquences immédiates et directes se traduisent par les immenses difficultés à financer les programmes de recherche, ce d'autant que les budgets de l'ESR sont en berne depuis plusieurs années. Dans une note la direction du CNRS fait savoir que 70% des emplois contractuels ne seront pas renouvelés tandis qu'aucun nouveau contrat ne sera ouvert. Le Parti Révolutionnaire Communistes était représenté à cette initiative et a distribué un tract aux participants du rassemblement.

Stop au mépris d'une direction revancharde ! Soutien total aux salariées grévistes de la crèche Babilou à Montauban

Depuis leur lutte exemplaire, les salariées de la crèche Babilou ont démontré qu'organisées et déterminées, elles ont gagné face à un grand groupe. Elles ont obtenu des avancées concrètes sur leurs conditions de travail et de vie, grâce à leur unité et à la force de la CGT. Pourtant, la direction tente aujourd'hui de diviser, d'affaiblir et de faire taire celles ayant osé relever la tête. Une offensive antisyndicale inacceptable ! La direction a d'abord tenté de remettre en cause le mandat CGT d'une salariée, représentante de section syndicale, en saisissant le tribunal

afin de l'intimider et empêcher l'implantation de la CGT chez Babilou, malgré la confirmation de son mandat gagné par la lutte. Mais la direction récidive, s'attaquant désormais à une autre camarade, ex déléguée CGT, convoquée à un entretien préalable au licenciement le mercredi 10 juin à 11h30. Cette procédure n'a rien d'innocent : c'est une attaque contre la CGT, les libertés syndicales, toutes celles et ceux refusant le silence et la résignation. Quand on attaque une militante CGT, toute la CGT est attaquée. Les salariées ne se laisseront pas faire ! Les travailleuses seront en grève pendant l'entretien préalable. Elles refusent l'injustice, la répression et les méthodes patronales visant à briser leur unité. Elles ont besoin de toute la force et la solidarité de la CGT, de toute la présence militante. Elles lancent un appel à l'ensemble des syndicats, sections, UL, UD, militantes et militants à un rassemblement massif : mercredi 10 juin – 11h devant la crèche Babilou 1500 Av d'Italie 8200 Montauban.

Les salariés de Knauf en Seine-et-Marne en grève

"Usine en grève", peut-on lire sur des palettes installées par les salariés de Knauf à Marolles-en-Seine en Seine-et-Marne. L'entreprise est spécialisée dans les matériaux d'isolation. Les grévistes revendiquent de meilleurs salaires. "On demande une augmentation de 2,5% pour les non-cadres", Payés autour du SMIC, ils comptaient jusqu'à présent sur les primes promises par l'employeur pour obtenir un salaire correct. Pour les salariés en grève, la réduction des primes crée la paupérisation : "on ne s'en sort plus". D'autant plus depuis la flambée des prix du carburant.

La fonction publique s'effondre

La coupe est plus que pleine. L'objet du ras-le-bol ? La récente augmentation du SMIC exacerbe la colère. Du fait de l'inflation, le salaire minimum légal a augmenté de 2,41 % au 1^{er} juin, avec pour conséquence un tassement des grilles de rémunérations dans toutes les catégories. A tel point : 862.000 agents sur 5,9 millions vont toucher une indemnité différentielle afin de ne pas être rémunérés moins. L'UFSE CGT a déposé un préavis de grève du 23 avril au 20 juillet 2026 et appelle toutes et tous les agents à se mobiliser massivement : le 23 juin 2026, à l'occasion de la Journée internationale de la Fonction Publique.

À Rouen, licenciements au sein de l'association d'accompagnement social Emergence-s

Placée en redressement judiciaire depuis mars 2025, l'association d'accompagnement social a annoncé un plan de sauvegarde de l'emploi lors d'un comité social économique. Vingt-trois personnes sont concernées par un licenciement. Le Mouvement associatif estime à plus d'un milliard d'euros les diminutions des crédits en faveur du tissu associatif dans la loi de finances 2026 (PLFI) budget d'austérité voté avec le soutien des socialistes. Après plusieurs coupes massives dans la loi de finances de 2025 et le décret d'annulation de crédits de 2024.

Un appel à la grève pour le 18 juin dans les aéroports parisiens

Une journée de grève est annoncée le jeudi 18 juin 2026 dans les trois aéroports parisiens : Roissy-Charles-de-Gaulle, Paris-Orly et Le Bourget. L'appel émane d'une intersyndicale des salariés de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle, étendu à l'ensemble des plates-formes parisiennes. Le motif principal porte sur un durcissement de l'examen des habilitations de sécurité par la préfecture de police, susceptible d'entraîner des retraits ou refus de badges de sûreté concernant certains salariés. L'intersyndicale proteste contre ce qu'elle décrit comme un durcissement des critères d'habilitation de sécurité appliqués par la préfecture de police. La perte ou la suspension d'un badge de sûreté empêche un salarié d'accéder aux zones réservées et peut donc compromettre son activité professionnelle. Les revendications :

- Création d'une commission paritaire chargée d'examiner les dossiers d'habilitation jugés litigieux (regard croisé administration/représentants des salariés).

- Mise en place de badges provisoires au sujet des salariés en attente d'une décision de justice définitive, afin de leur permettre de travailler durant les recours.

Plus de 83 jours de grève : la lutte ne faiblit pas à la clinique de Keraudren (Brest)

Depuis le 19 mars des salariés de la clinique de Keraudren (filiale du groupe Elsan), à l'appel de la CGT, sont en grève contre le plan de réorganisation de trois services : maternité, unité de soins continus (USC) et médecine cardiologique supprimant 15 équivalents temps plein (ETP) d'aides-soignants, infirmières, sages-femmes, puéricultrices¹. Plan dicté par une logique comptable.

Depuis le début de la grève le directeur de la clinique est resté droit dans ses bottes, maintenant la suppression de 15 ETP et refusant de recevoir les organisations syndicales et les grévistes. La mobilisation n'en a été que plus forte et la situation d'autant plus tendue, que le directeur du territoire Ouest-Pays de Loire pour le groupe Elsan s'est déplacé à Brest et a reçu les syndicats et les délégations de grévistes.

Nouvelle copie du plan de réorganisation : suppression de 11 ETP au lieu de 15, réduction des économies de 610.000 euros au lieu de 700.000 euros et maintient une gestion au cordeau de tous les centres de coûts de l'entreprise afin d'arriver à l'équilibre financier...

Plan refusé par les grévistes et la CGT « *Ces suppressions représentent une charge de travail supplémentaire pour des équipes déjà fortement sollicitées. Chaque poste supprimé signifie moins de temps auprès des patients, davantage de pression sur les équipes et un risque accru de dégradation des conditions de soins* », ajoutent-ils encore. « *Les salariés mobilisés défendent la santé de demain, l'ensemble des salariés et la sécurité des patients.* ».

Une nouvelle réunion de négociation, est programmée le 11 juin.

La CGT reconduit son préavis de grève jusqu'au 30 juin.

Cette lutte de plus de 83 jours a été possible grâce au soutien sans faille qui a conforté la détermination des grévistes : soutien des personnels d'autres services de la clinique, des salariés des cliniques du groupe Elsan, de Perpignan, Besançon, Aurillac soumis aux mêmes conditions de travail, soutien des enseignants, métallurgistes de la région, Ehpad, de Brest Métropole, patients de la clinique nombreux ayant signé une pétition de soutien. Ils ont également reçu le soutien des familles de patients et des habitants de la région

L'Union Syndicale Départementale de la Santé et de l'Action Sociale CGT a mis en place une caisse de grève pour soutenir les salariés en lutte leur permettant de tenir dans de meilleures conditions.

Randstad manifestation le 9 juin contre le rachat par LTM

Quelques dizaines de Randstad-Digital, ont manifesté le 9 juin devant le siège de leur entreprise, à Issy-les-Moulineaux protestant contre le futur rachat de leur entreprise par la société indienne LTM. Ils dénoncent l'organisation d'un dumping social, craignent la suppression de postes, sous prétexte de l'IA. Dans le communiqué appelant à l'action la CGT de l'entreprise déclarait : " *Depuis des années, nos dirigeants successifs nous mentent et nous prennent pour des idiots. Aujourd'hui, cela suffit ! Il est temps de leur dire STOP ! NOUS EXIGEONS LA FIN DES PRATIQUES INACCEPTABLES. Non au rachat par LTM ! Nous refusons d'être cédés à cette entreprise indienne et de voir nos emplois transférés vers des pays à bas coûts. Non au sabotage organisé ! Arrêtez de mettre volontairement la boîte en difficulté dans l'unique but de vous débarrasser des salariés soi-disant "non évolutifs vers l'IA.". Non à la casse psychologique ! Arrêtez de mettre les salarié-es sous pression pour les forcer à partir et de nous manipuler comme de simples pions. Stop aux techniques de patrons voyous ! Respectez la loi, respectez les instances représentatives du personnel, et surtout, respectez vos salariés!"*

Groupe Legrand : la CGT s'inquiète de l'avenir en France du fabricant de matériel électrique

Le Groupe Legrand a réalisé 1,2 milliard d'euros de bénéfices nets en 2025, pourtant. Il compte 20 sites en France et vient d'annoncer la fermeture de quatre sites entraînant la suppression de 178 emplois d'ici 2028. A ce propos la CGT Legrand s'interroge : " *Trois fermetures d'usines en 2024, quatre fermetures en 2026, on va nous annoncer quoi en 2028, combien de fermetures encore pour que l'entreprise double son chiffre d'affaires en exportant toutes nos productions à l'étranger ?*" et d'ajouter : " *ce ne sont que des choix financiers, purement financiers, pour toujours dégager plus de marges"*

A Léré (Cher), les facteurs vont entamer une nouvelle semaine de grève

Les quatre facteurs de Léré, entament depuis le 8 juin 2026 une nouvelle semaine de grève. Ils refusent d'intégrer le bureau de poste de Sancerre. La raison de leur refus d'aller à Sancerre: selon eux, le local n'est pas adapté et les déplacements trop importants. ils estiment que cela rajouterait 1.320km par semaine à leur tournée. Ils proposent que le courrier arrivant à Sancerre soit livré à la poste de Léré. Des habitants et des agriculteurs les soutiennent.

Les AESH (accompagnants d'élèves en situation de handicap) en grève le 9 juin pour réclamer un statut et de meilleurs salaires

Les AESH sont en grève ce mardi partout en France et le mouvement devrait être largement suivi en Alsace. Ces accompagnants d'élèves en situation de handicap réclament une nouvelle fois un statut de fonctionnaire, de meilleurs salaires et une reconnaissance de leur métier. Une manifestante à Strasbourg explique la difficulté de ce salariés: " *Je gagne 966 euros par mois, donc j'ai un deuxième emploi à côté parce que c'est pas viable. Il y a des moments où sincèrement je réfléchis à changer de travail parce que c'est très compliqué*". En plus d'un revalorisation salariale, les manifestants réclament un statut de fonctionnaire.

Retour sur la grève du 6 juin chez Decathlon

Les salariés de Decathlon étaient appelés à faire grève le 6 juin pour les salaires². De nombreuses initiatives ont eu lieu partout en France. A Saint Nazaire, ils sont sortis du magasin afin de distribuer des tracts et faire connaître leurs revendications en matière de salaire et de conditions de travail. Dans les Bouches-du-Rhône, ils étaient 300

mobilisés dans 10 des 14 magasins de l'enseigne. Les salariés ont mis en relief que si les actionnaires ont touché 1 milliard de dividendes, eux réclament 44 euros d'augmentation et se les voient refusés par la direction. A Clermont-Ferrand des salariés ont distribué des tracts aux clients. Decathlon fait des bénéfiques, affirmait le délégué CFDT tandis que les salaires stagnent et la charge de travail augmente. En Isère aussi les salariés ont tenu à informer les clients de leur situation.

Grève dans les musées nationaux

Plus de la moitié des salariés de la Réunion des musées nationaux du Louvre ont fait grève le 7 juin protestant contre des conditions de travail dégradées, un nouveau logiciel de contrôle d'horaires et la suppression de primes.

Les salariés du Muséum continuent la lutte

La lutte continue au muséum à Paris. Les 2 et 9 juin, les personnels ont tenu des pique-niques. À l'occasion de ces rassemblements, ils échangent sur leurs conditions de travail et décident de la façon de continuer la lutte face à un ministère ayant des problèmes d'audition et se fait attendre dans ses réponses !

Agents d'animation territoriaux En grève depuis 3 mois à Saint-Nazaire

Leur grève a commencé le 9 mars, la mobilisation touche les agents de la Direction Enfance Éducation. Le syndicat CGT des agents territoriaux Ville et Carene les soutiennent évoquant la précarisation des agents et le manque de reconnaissance de la pénibilité de leur travail.

6 semaines de grève pour les Enseignants en Activités Physiques Adaptées de la Clinique de l'Essonne

La CGT Essonne alerte : "*Depuis le 4 mai dernier, le service de rééducation de la Clinique de l'Essonne tourne sans l'un de ses moteurs principaux. 100 % de l'équipe des Enseignants en Activités Physiques Adaptées (EAPA) est en grève. Pour revendiquer 350 euros d'augmentation, ce qui correspond à la différence avec les personnels du plateau de rééducation.*

Cela fait 6 semaines que les 11 EAPA de l'établissement revendiquent l'équité salariale face à une direction qui reste sourde aux revendications, et pousse l'indécence en ne proposant que 200 euros répartis sur deux prochaines années 2027 et 2028. Aujourd'hui rien ! Circulez ! Pourtant les EAPA occupent une place indiscutable au sein de la rééducation de la clinique, avec un minimum de 150 patients pris en charge chaque jour. Ils sont sous-payés, pour un niveau de qualification de Bac+3 à Bac+5, avec des responsabilités et des engagements importants. Alors même que la clinique de l'Essonne bénéficie d'une rentabilité importante, et que les EAPA participent activement de cette réussite financière. Plutôt que de répondre aux revendications légitimes des grévistes, qui sont soutenus par une large majorité de leurs collègues et des usagers, la direction fait le choix du pourrissement du conflit, de l'intimidation en faisant intervenir un huissier, et du contournement de la grève en faisant appel à des extérieurs libéraux pour remplacer les grévistes. Plus préoccupant encore pour la qualité des soins et pour compenser l'absence des grévistes, les prises en charge se font désormais par groupes de 5 patients au lieu de 2, privilégiant le chiffre au détriment de la qualité et de la sécurité des patients ! Six semaines de conflit, c'est six semaines de rééducation perdues pour des centaines de patients. La direction en porte la responsabilité. Cela ne peut plus durer. Les EAPA aiment leur métier et leurs patients, mais refusent de ne pas être reconnus financièrement à leur juste valeur.

GRANDE MOBILISATION DE SOUTIEN

Pour briser le silence de la direction, afficher ce soutien unanime et interpeller l'opinion publique, l'équipe des EAPA appelle à un rassemblement massif : Lundi 15 juin 2026 12h00 Devant la Clinique de l'Essonne (1-5 rue de la clairière, Évry-Courcouronnes) En présence et avec le soutien de la CGT 91"

Une fondation reconnue d'utilité publique depuis 120 ans va disparaître

La fondation Claude Saint-Simon employant 1.800 salariés et traite annuellement 100.000 patients va disparaître. L'intersyndicale CFDT, UNSA, CGT, CFE-CGC appelle à l'action en exigeant :

- Le maintien de l'ensemble des activités de la fondation
- La préservation des emplois
- La publication de la vérité sur la situation financière de la fondation
- l'établissement des responsabilités de cette situation
- L'intervention des pouvoirs publics pour préserver l'activité
- La prise en compte des intérêts des salariés, des usagers et des familles dans toute décision à l'avenir

Une salariée menacée de licenciement pour le port d'un foulard³

"Une salariée du Réseau de Transport d'Électricité est de nouveau convoquée en entretien disciplinaire pour sa tenue vestimentaire, après avoir déjà écopé d'un blâme. Plusieurs années après son embauche, la direction a

décidé que son foulard n'est pas compatible avec la neutralité du service public... Elle est aujourd'hui menacée de licenciement, une première dans le secteur de l'Énergie pour ce motif.

Rien ne justifie cette discrimination en raison d'une appartenance réelle ou supposée à une religion. D'ailleurs, la direction ne motive les poursuites disciplinaires par aucune raison professionnelle ni aucun préjudice causé à l'entreprise... pour cause il n'y en a pas ! Les restrictions aux libertés individuelles prévoit le code du travail doivent être justifiées par les nécessités du fonctionnement de l'entreprise et proportionnées au but recherché. Or, sa tenue n'a jamais posé de problème dans son travail de chargée d'études en ingénierie. Les collègues de son service ont largement signé une pétition* rappelant « les valeurs de respect, d'inclusion et de dialogue faisant la qualité de notre collectif de travail ». Mais la direction ne veut rien entendre. C'est une posture idéologique s'inscrivant dans le climat général de stigmatisation des minorités (qui vise à détourner la colère sociale dans une société de plus en plus inégalitaire). On mesure l'hypocrisie de RTE celui-ci prétendait jusqu'alors favoriser l'inclusion et la diversité ! Cela s'inscrit aussi dans une politique RH autoritaire de contrôle des comportements des salarié.es, de multiplication des sanctions disciplinaires et de suppression des libertés individuelles. Sous prétexte de « neutralité », la direction veut interdire toutes les expressions personnelles au travail afin de bâillonner les salarié.es et assoir son autorité. La nouvelle présidente Émilie Piette, nommée par Emmanuel Macron, ayant pris la tête de RTE le 7 avril commettrait une lourde erreur en débutant son mandat par une décision nauséabonde. En tout cas, nous ne laisserons pas faire !"

Dossiers ; Économie

Affaire SFR : en réponse, un service public du numérique !

SFR n'est plus : pour une somme totale de 20,35 milliards d'€, ses concurrents, Orange, Bouygues Telecom, et Free l'ont acquis sous le haut patronage du gouvernement ayant veillé à ne pas introduire un loup supplémentaire dans la bergerie. Une partie de ce pactole sera captée par Altice, la holding de M. Drahi, propriétaire de SFR qu'il a plongé dans le chaos par une politique inconsidérée d'endettements. Cela permettra à l'homme d'affaires de payer ses dettes et... de quitter la France afin d'aller faire des miracles ailleurs.

Le trio d'acheteurs s'est accordé pour se répartir les 25 millions de clients de SFR. Bouygues s'emblerait-il se taille la part du lion avec la reprise des 3,8 millions de clients « grand public » ainsi que 2,5 millions de clients fixes. Il récupère également les clients professionnels pour finalement enrichir son activité avec 52% du chiffres d'affaires de SFR.

Free acquiert 6 millions de clients (Red by SFR), 1,6 million de clients particuliers et 400 000 clients professionnels (Très Petites Entreprises). Au total, le portefeuille de Free s'établirait après l'opération à 31 millions de clients.

Orange reprend 4 millions de clients de SFR (mobile), plus 1 million de clients haut débit (fixe) et l'activité *pré payé*. Orange acquiert également les trois MVNO⁴ (Réglo, Syma et Coriolis).

Concernant les clients SFR, le transfert ne sera effectif qu'à partir du second semestre 2027 si l'opération est validée par les autorités de la concurrence nationale et européennes.

Ce grand jeu de Monopoly inquiète à juste titre les 8 000 salariés de SFR auxquels l'emploi est garanti jusqu'à début 2029, soit dans leur poste actuel ou sur un autre emploi. Clairement l'absorption par les différents opérateurs créera des doublons avec à la clef des suppressions d'emplois.

Les opérateurs concernés, relève la CGT FAP sont classés entreprises d'intérêt général par la loi de programmation militaire 2023. Aussi, elle s'étonne à juste titre qu'un domaine aussi sensible soit laissé à des opérateurs privés, grands consommateurs d'aides publiques alors que les résultats affichés sont excellents. De fait, l'activité procure une rente aux opérateurs (il faut se rappeler des ententes illicites mises à jour dans le passé).

Ce partage de SFR montre comment les opérateurs s'entendent comme larrons en foire, larrons se caractérisant par un faible tracas social (promesses d'emplois jusqu'en 2029 !)

Face à ce type de faux marché concurrentiel, dans lequel l'enjeu est de capter le plus de clients possibles pour s'assurer une rente, il convient de réaffirmer la nécessité de l'utilité sociale des moyens de communication numérique et de reposer la question d'un vrai service public dans ce domaine, un service en faveur la population, mis en œuvre par des travailleurs à haute technicité et des conseillers d'accueil pour tous les publics, sur tous les territoires.

Camions électriques : un marché en 2035 de 1,9 billion de dollars...

Taille du marché en 2026: 123,2 milliards de dollars américains. Le camion électrique entre dans une phase d'accélération rapide, derrière les objectifs de décarbonation se dessine une autre bataille : industrielle. Volumes de production, batteries, coûts de fabrication, nouveaux entrants.

Les dernières données de l'Agence internationale de l'énergie illustrent l'ampleur du phénomène. En 2025, les ventes mondiales de camions électriques ont doublé pour atteindre 9 % des immatriculations mondiales de poids lourds. Derrière ce chiffre se cache une autre réalité : 90 % des ventes sont réalisées en Chine, 650 000 à 700 000 véhicules vendus sur l'année, un camion sur quatre vendu est déjà électrique pour seulement 6000 en Europe ! Les camions électriques pourraient représenter plus de 20 % des ventes mondiales de poids lourds d'ici 2035. Cette part atteindrait 60 % en Chine.

L'Europe compte en milliers de véhicules électriques, la Chine raisonne déjà en centaines de milliers d'unités. et a construit un écosystème industriel extrêmement intégré. Les constructeurs bénéficient d'un marché intérieur immense, d'une filière batterie largement nationale et d'un tissu de fournisseurs spécialisés.

Près de 30 % du marché chinois du camion électrique est désormais détenu par de nouveaux entrants ainsi la jeune entreprise Windrose, fondée en 2022 annonce un tracteur électrique Global E700 affiché à 195 000 euros (160 000 euros pour un diesel). Les modèles électriques équivalents proposés par les constructeurs européens dépassent souvent 280 000 euros. L'investissement annoncé est de 175 millions d'euros, l'entreprise prévoit de produire en France, près de Valenciennes: création de 300 emplois et une capacité pouvant atteindre 4 000 camions par an. Le marché européen du camion électrique demeure modeste mais ouvre les appétits de profits.

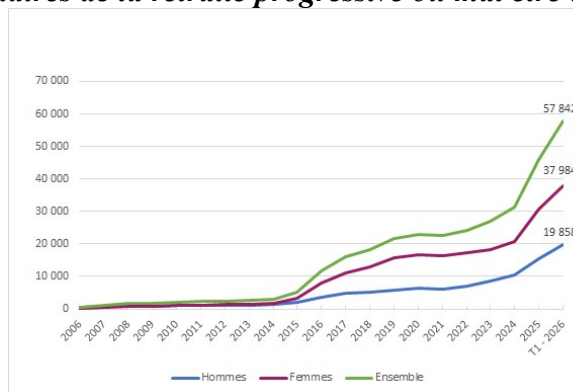
Le groupe suédois a choisi Scania Production Angers comme futur site d'assemblage de camions électriques, un programme d'investissements industriels, à hauteur de plus de 68 millions d'euros. Le français Renault Trucks avait ouvert la voie de l'électrique et du gaz, l'entreprise a vendu 1 628 véhicules électriques en Europe, atteignant une part de marché de 29,7 % sur le segment des plus de 16 tonnes en France et une moyenne de 24,2 % sur le segment des poids lourds électriques en Europe.

La domination chinoise repose également sur un autre levier: la batterie. Selon l'AIE, CATL fournit à lui seul près de 80 % des batteries utilisées dans les camions électriques vendus en Chine. La Chine représente plus de 80 % de la production mondiale de cellules de batteries. Une avance construite sur plusieurs années d'investissements massifs. Elle produit huit fois plus de batteries que les États-Unis et bénéficie de coûts de fabrication environ 30 % inférieurs. Cette maîtrise de la chaîne de valeur permet aux industriels chinois de réduire progressivement l'écart de coût avec les véhicules diesel accumulant un avantage industriel fondé sur les volumes, les coûts et la maîtrise des batteries.

L'État prévoit de déduire de la pension l'argent gagné par les retraités poursuivant une activité

A partir de janvier 2027 chaque euro gagné réduira d'autant la pension. Plus de 700 000 retraités y ont recours. Aujourd'hui, un retraité touchant 2 000 euros de pension et gagnant, par exemple, 400 euros en travaillant à côté, se retrouve avec 2 400 euros à la fin du mois. Demain, ces 400 euros seront déduits de sa pension: il touchera seulement 1 600 euros de retraite. Le gouvernement espère réaliser près de deux milliards d'euros d'économies d'ici 2030. Cette activité rapporte entre cotisations et impôts, plus de 3,5 milliards d'euros par an à l'État ! Cherchez l'erreur, en voulant faire deux milliards d'euros d'économie, il risque de perdre beaucoup plus.

Évolution du nombre de bénéficiaires de la retraite progressive ou mal être au travail



La retraite progressive permet à un assuré relevant du régime en fin de carrière de percevoir partiellement sa retraite tout en continuant son activité professionnelle avec une durée de travail réduite. Elle est ouverte aux assurés justifiant d'une durée d'assurance de 150 trimestres. Depuis le 1^{er} septembre 2025, l'âge d'ouverture du dispositif est abaissé à 60 ans à l'ensemble des générations. Désormais, il est impossible à l'employeur de s'opposer à une demande de retraite progressive sans motif légitime. Au premier trimestre 2026, l'Assurance Retraite gérant la retraite des salariés du privé et indépendants dénombrait près de 58.000 personnes en retraite progressive, le nombre total de bénéficiaires a été multiplié par près de 1,8 ! Si l'on rapproche ces chiffres à l'enquête Ifop de mars dans laquelle près d'un quart des salariés déclarant avoir connu un burn-out au cours des cinq dernières années, concernant la santé mentale : 37% ont été arrêtés quelques jours ou quelques semaines. 19% déclarent avoir déjà démissionné. Un actif sur cinq se déclare en situation de souffrance

professionnelle. L'heure est à mener action et mobilisation, l'expropriation des capitalistes, le transfert des grands moyens de production entre les mains des travailleurs.

Le Conseil d'orientation des retraites (COR) s'apprête à livrer son rapport annuel

L'AFP et France Télévisions ont eu accès. Sans trop de surprise, le Conseil d'orientation des retraites, repris en main par l'exécutif au moment de la dernière réforme revoit ses prévisions de déficit à la hausse avec 2,4 % du PIB en 2070, contre 1,4 % dans le rapport de 2025. L'organisme propose de repousser le départ à la retraite à 67 ans et demi ! La recette privilégiée n'a rien à envier aux programmes des macronistes, de la droite ou de l'extrême droite. Le président du Rassemblement national souhaitant une réforme dans ce sens. Il envisage une suppression de l'âge légal de départ et une ouverture à la capitalisation. Une attaque en règle contre le monde du travail, pour donner des gages au patronat.

Batteries à plat, ou China Made in Europe

ACC (Automotive Cells Company) est une coentreprise fondée en 2020 par Stellantis, TotalEnergies et Mercedes-Benz (à partir de 2021), destinée à produire des batteries lithium-ion (objectif : 2 millions/an en 2030). Elle devait disposer de 3 lieux de production : Douvrin (France, inaugurée en 2023), Kaiserslautern (prévue en 2025) et Termoli (Italie, prévue en 2026), les projets allemands et italiens sont suspendus en 2024 et complètement abandonnés désormais pour le site italien.

Au sujet des usines de Douvrin et Kaiserslautern (5 milliards d'€ d'investissement), ACC a reçu 1,3 milliard d'€ de fonds publics (2/3 de la France, 1/3 de l'Allemagne).

Il était prévu trois blocs de production à Douvrin, le premier ayant été inauguré en mai 2023. La capacité annuelle de production de chaque bloc était prévue à 8 GWh de batteries. En Allemagne, 4 blocs de 8 GWh étaient en projet.

En février 2026, le syndicat italien de la métallurgie annonce l'abandon définitif des projets en Italie et en Allemagne.

Début juin 2026, la presse se fait l'écho de discussion entre Stellantis et l'entreprise chinoise CATL, fondée en 2011, fabricante de batteries. Les constructeurs Stellantis et Renault (qui soutient Verkor et son usine de Dunkerque, avec BPI France) se sont tournés vers la Chine produisant des batteries avec une technologie LFP (lithium-fer-phosphate) moins chère (de 20%) que celles des usines françaises, la NMC (Nickel-Manganèse-Cobalt).

Et même Stellantis et CATL ont monté un projet d'usine de batterie LFP (4 milliards d'€) en Espagne (Saragosse) dont la production devrait démarrer fin 2026.

Stellantis se tourne vers CATL (d'autres opérateurs chinois auraient également été sollicités) pour résoudre les difficultés de l'usine de Douvrin, très en retard par rapport à ses objectifs (1000 équipements pour un véhicule électrique au lieu de 3000), un taux de rebut très élevé (15%-20%), par suite le constructeur automobile se trouve en difficulté pour la sortie de sa gamme de voiture électrique à grande autonomie (Peugeot 3008 et 5008 électriques). ACC a fait appel à des experts chinois⁵ (une centaine) au premier semestre 2026.

Face à ces difficultés, M. Filosa, patron de Stellantis, a cosigné avec M. Blume, patron de Volkswagen, une lettre adressée à l'Union européenne. Les deux dirigeants demandent aux instances européennes de défendre l'industrie automobile européenne, en instaurant des incitations ciblées et un bonus CO₂ réservé aux véhicules électriques « Made in Europe ».

« China Made in Europe » ? Que ce soit pour les batteries ou les modèles (« prêts » d'usines européennes pour la construction de modèle chinois), le tableau semble se dessiner.

Olatein prévoit de cesser ses activités à Dieppe

La direction d'Olatein a annoncé un projet de cessation des activités de son site de Dieppe : 37 salariés sont concernés. Dans un communiqué de presse diffusé ce lundi 8 juin 2026⁶, la direction d'Olatein annonce son projet de cessation des activités dans son usine de Dieppe, un projet concernant 37 salariés. Olatein produit des protéines de colza à destination des professionnels de l'industrie agroalimentaire.

Industrie et armement

Face à la baisse d'activité dans le secteur automobile et à la manne représentée par l'augmentation des crédits militaires, des usines (notamment parmi les sous-traitants) se tournent vers l'armement afin de diversifier leurs activités et se maintenir à flot. La production n'est pas délocalisable, c'est l'avantage de l'armement (du moins tant que la France tient à garder sa souveraineté en matière de défense) et l'armée paie correctement ses fournisseurs. Néanmoins, le volume d'activité du secteur de l'armement reste bien inférieur à celui de l'automobile, sans compter les investissements nécessitant l'adaptation des chaînes de productions aux modèles

militaires. Les emplois pourraient avoir des hésitations morales mais, elles sont vite balayées par la perspective de sauver des emplois.

IA et capital

Selon les dernières informations, les deux grandes entreprises de l'IA, OpenAI et Anthropic, prévoient de se lancer dans le grand bain de la Bourse. Anthropic a d'ailleurs coupé l'herbe sous le pied d'OpenAI en déposant son document d'enregistrement récemment pour préparer son Introduction en Bourse (IPO).

Les deux entreprises cherchent des investisseurs pour continuer l'expansion de leur modèle, mais les capitaux ne sont pas illimités et les bourses sont de plus en plus vides même pour les grands investisseurs. En plus de cela, SpaceX, l'entreprise d'Elon Musk, lance aussi sa capitalisation en bourse dans l'année, et pourrait potentiellement aspirer une partie de l'intérêt en faveur de l'IA du fait de sa fusion avec xAI en début d'année.

OpenAI et Anthropic pourraient toutes deux lever 100 milliards de dollars tandis que SpaceX cherche à lever 80 milliards. Dans le même temps Google tente d'opérer une augmentation de capital de 80 milliards. Au total près de 400 milliards de dollars « frais » pourrait entrer sur le marché créant une situation dans laquelle des baisses du marché de l'IA entraîneraient des pertes massives pour tous les acteurs.

Dans les derniers mois, clairement les mannes financières se tarissent pour OpenAI et Anthropic ayant tous deux fait des opérations de levées de fonds massives. L'entrée en bourse est donc décisive, la première des deux à s'y installer sera à la fois la mieux servie mais aussi le crash-test pour l'intelligence artificielle sur les marchés boursiers.

Si les entreprises se font la course pour entrer en bourse, il est important de le noter, la question de l'impact de l'IA sur les communautés, presque exclusivement pauvres et marginalisées, où sont installés les data center se fait de plus en plus pressante (utilisation massive d'eau potable et d'électricité, danger pour l'environnement, bruit constant, ...). Il existe donc un mouvement grandissant de protestation envers l'IA.

54^{ème} congrès de La CGT : une première analyse

Regard sur le 54ème congrès de la CGT Première partie, les bases erronées de l'analyse politique de la direction et du congrès

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/3985-regard-sur-le-54eme-congres-de-la-cgt-premiere-partie-les-bases-erronees-de-lanalyse-politique-de-la-direction-et-du-congres>

Regard sur le 54ème congrès de la CGT Deuxième partie : les éléments d'une orientation de conversion à la collaboration de classe

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/3988-regard-sur-le-54eme-congres-de-la-cgt-deuxieme-partie-les-elements-dune-orientation-de-conversion-a-la-collaboration-de-classe>

Regard sur le 54ème congrès de la CGT Troisième partie : Que signifie la lutte contre « l'extrême-droite » ? Où en est la CGT ? Où va-t-elle ?

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/3989-regard-sur-le-54eme-congres-de-la-cgt-troisieme-partie-que-signifie-la-lutte-contre-lextreme-droite-ou-en-est-la-cgt-ou-va-t-elle>

International ; Solidarité internationaliste

Au Nigeria, les enseignants se mettent en grève face aux enlèvements massifs d'écolier

Selon le journal *Le Monde*⁷ "Depuis le 1^{er} juin, des professeurs sont en grève et plusieurs manifestations ont eu lieu, le 2 juin, à Lagos, Abuja ou encore Ibadan, à l'appel du Syndicat des professeurs nigériens (NUT, pour *Nigeria Union of Teachers*, en anglais). Soutenu par plusieurs autres syndicats et organisations de la société civile, le mouvement réclame la libération des élèves et des professeurs kidnappés à travers le pays et une amélioration des conditions de sécurité." Le nombre d'élèves et de professeurs kidnappés depuis 2014 est, quant à lui estimé à plus de 2.400.

Russie : un faux anti-impérialisme déguisé en rouge

Le site *Rikpunkt* publie un article intéressant⁸ à propos de la constitution à Moscou de Sovintern. Nous livrons cet article à la connaissance de nos lecteurs.

A Moscou, le prétendu nouveau réseau socialiste international *Sovintern* a été lancé sous l'égide de prétendus " patriotes de gauche " de la capitale russe. L'initiative se présente avec de grands discours sur le socialisme, l'anti-impérialisme, la lutte anticoloniale et la solidarité internationale. Mais derrière les symboles rouges se cache une autre réalité : non pas un internationalisme prolétarien, mais une politique bourgeoise.

Sovintern a été créé par le parti "Russie juste", un parti ne représentant aucun mouvement ouvrier révolutionnaire indépendant, mais faisant partie intégrante du paysage politique de l'appareil d'État bourgeois russe. Le simple fait qu'un tel parti tente de construire une « internationale socialiste » est révélateur. Il ne s'agit pas d'unir la

classe ouvrière dans la lutte contre le capitalisme, mais de donner un langage politique de gauche à une ligne géopolitique.

Les liens avec la Plateforme mondiale anti-impérialiste (PMA) sont particulièrement révélateurs. Ce groupe défend depuis un certain temps une vision où les États capitalistes du monde sont classés en deux catégories : les « bons » et les « mauvais ». Les États-Unis et l'OTAN sont, à juste titre, identifiés comme des puissances impérialistes, mais d'autres puissances capitalistes – notamment la Russie et la Chine – et aussi leurs bourgeoisies respectives sont présentées sous un jour favorable. Ainsi, l'analyse marxiste-léniniste de l'impérialisme comme système-monde est remplacée par une représentation géopolitique simplifiée où la classe ouvrière est invitée à choisir son camp entre différentes puissances bourgeoises.

Il ne s'agit pas d'anti-impérialisme, mais d'opportunisme. Une ligne communiste ne saurait se fonder sur la subordination de la classe ouvrière aux intérêts d'un État capitaliste ou d'un autre. L'impérialisme ne se limite pas à la politique étrangère américaine. Il est le capitalisme à son stade monopolistique, un monde d'exportations de capitaux, de luttes marchandes, de course aux matières premières, d'armements militaires et de compétition entre États capitalistes. Combattre l'impérialisme américain en diabolisant les autres puissances bourgeoises n'est donc pas du marxisme, mais une capitulation face à la politique des camps.

Le symbolisme entourant les principales forces de l'Union soviétique ne fait que confirmer cette idée. Sergueï Mironov, figure centrale du projet « Russie juste et Union soviétique », a posé fièrement avec une masse reçue en cadeau des proches de Wagner. Ce symbole est loin d'être neutre. Wagner est désormais associé à la brutalité, au mercenariat et au militarisme réactionnaire. Lorsqu'un homme politique se réclamant du socialisme brandit un tel symbole avec un sourire, cela en dit plus long que cent déclarations de programme.

On retrouve ici la méthode de la réaction rouge : on parle d'anti-impérialisme, mais on célèbre des valeurs militaristes et symboliques ; on parle de socialisme, mais on ne s'appuie pas sur l'autonomie de la classe ouvrière ; on parle de solidarité internationale, mais on la lie aux intérêts de politique étrangère d'un État capitaliste. Il en résulte un « anti-impérialisme » qui, loin de libérer la classe ouvrière, la rend dépendante des classes bourgeoises étrangères.

Il est donc nécessaire de distinguer le véritable anti-impérialisme du faux anti-impérialisme. Le véritable anti-impérialisme s'oppose à l'ensemble du système impérialiste, à toutes les classes bourgeoises, à toutes les alliances impérialistes et à toute tentative de mobilisation des travailleurs derrière « leur » État capitaliste. Le faux anti-impérialisme, en revanche, incite les travailleurs à privilégier une grande puissance plutôt qu'une autre, à considérer certains États capitalistes comme progressistes en soi et à reporter la lutte contre leur propre bourgeoisie.

Cette ligne est dangereuse. Historiquement, elle a conduit le mouvement ouvrier vers le chauvinisme social, où les travailleurs, sous bannière rouge, sont mobilisés au service des intérêts du capital national. Elle a également ouvert la voie à la coopération avec les forces réactionnaires et nationalistes, dès lors que celles-ci sont en conflit avec les États-Unis ou l'Union européenne. Or, une classe ouvrière se laissant guider par de telles forces perd son indépendance.

Les communistes ne peuvent évidemment pas rester neutres face aux crimes, aux guerres et à la domination des États-Unis et de l'OTAN. Mais la solution ne saurait être d'apporter un soutien politique à d'autres blocs de puissance capitalistes. Notre réponse doit être la ligne indépendante de la classe ouvrière : contre l'OTAN, contre la militarisation de l'UE, contre l'impérialisme américain, mais aussi contre tout État bourgeois cherchant à s'accaparer ses propres marchés, ressources et sphères d'influence.

L'Union soviétique et le WAP démontrent la nécessité du combat idéologique. Il ne suffit pas d'employer les mots socialisme, anti-impérialisme et antifascisme. La question est de savoir quelle ligne de classe se cache derrière ces mots. Si la classe ouvrière n'est pas au centre, si le capitalisme n'est pas attaqué en tant que système, si sa propre bourgeoisie est exonérée et si les communistes sont incités à suivre les États capitalistes, alors ce n'est pas du marxisme-léninisme. C'est de l'opportunisme déguisé en propagande.

Cela ne concerne pas uniquement la Russie. La ligne du WAP implique également une idéalisation systématique de l'État et du capital chinois. La Chine est présentée comme un contrepoids socialiste à l'impérialisme occidental, alors même que son développement actuel est caractérisé par les lois du marché, l'accumulation de capital, la formation de monopoles, les exportations de capitaux et une participation croissante à la lutte pour les matières premières, les marchés et les zones d'influence. Qualifier cela de socialisme revient à vider le concept de sa dimension de classe.

L'expression « communistes de marché » de Konstantin Syomin trouve ici tout son sens. Elle décrit précisément cette tendance politique : des forces conservant les symboles et les formules communistes, mais, dans les faits, défendent la logique du marché, le développement du capital et les intérêts d'un État bourgeois. Elles parlent de socialisme, mais leur analyse conduit la classe ouvrière à soutenir une superpuissance capitaliste. Elles parlent d'anti-impérialisme, mais leur « anti-impérialisme » se limite à la défense d'un pôle impérialiste contre l'autre.

Le monde dit multipolaire est souvent présenté comme une alternative progressiste. Mais sous le capitalisme, la multipolarité n'implique pas la libération de la classe ouvrière. Elle signifie la multiplicité des centres de pouvoir capitalistes, la multiplicité des bourgeoisies concurrentes et la lutte entre plusieurs grandes puissances pour les marchés, les routes commerciales, la technologie, l'énergie et l'influence politique. Concernant la classe ouvrière, cela ne signifie pas le socialisme, mais le risque d'être à nouveau mobilisée derrière « sa » bourgeoisie ou celle d'un autre dans la compétition impérialiste.

Voilà pourquoi la ligne du WAP est dangereuse. Elle transforme l'anti-impérialisme, d'une lutte contre l'ensemble du système impérialiste, en une défense de certains États capitalistes. Au lieu de développer une stratégie indépendante de la classe ouvrière contre chaque classe bourgeoise, elle lie les communistes et les ouvriers au capital chinois et russe sous des bannières rouges. Ce n'est pas de l'internationalisme prolétarien. C'est de la géopolitique bourgeoise déguisée en politique socialiste.

L'internationalisme ouvrier ne se construit ni par des projets serviles envers l'État, ni par un patriotisme parlementaire, ni par une géopolitique communiste. Il se construit par la lutte contre le capital dans tous les pays, par la solidarité entre travailleurs par-delà les frontières et par une stratégie indépendante pour le pouvoir ouvrier et le socialisme. C'est pourquoi toute tentative de substituer à l'internationalisme prolétarien une politique bourgeoise servile doit être dénoncée et combattue."

Italie, surexploitation des travailleurs migrants Afghan, Pakistanais et Indiens

Un phénomène d'exploitation inhumaine s'apparentant à de l'esclavage moderne a lieu dans le secteur de l'agriculture. Certaines exploitations agricoles du nord et du centre du pays sont soutenues ou sous le contrôle d'organisation mafieuse qui menacent, exploitent et tuent les travailleurs pas assez serviles. Dernièrement quatre ouvriers migrants ont été brûlés vifs dans une voiture et le cinquième a pu en réchapper. Le syndicat CGIL alerte l'État au sujet des conditions de travail dans ce domaine comme l'absence des contrats s'appliquant à 70% des travailleurs. C'est de la surexploitation par le coût d'une main d'œuvre à deux euros l'heure et des journées de douze heures de travail! L'État joue un double jeu avec un système mafieux installé et organisé par des « caporali », sorte d'intermédiaires fournissant une main d'œuvre étrangère exploitée à des entreprises sans scrupule. L'état est responsable et montre son incapacité à légiférer le travail. Une situation présente également dans d'autres secteurs comme le textile, la logistique où le bâtiment. Il manque six mille inspecteurs du travail sans lesquels la loi et les peines ne peuvent être appliquées. Cette exploitation de l'homme par l'homme relève de l'esclavage. La lutte est nécessaire afin de faire respecter les droits de tous les travailleurs.

Brochure : " Réindustrialisation : un combat de classe vital pour le changement de société "

Bon de commande à retourner à : Parti Révolutionnaire Communistes 27 boulevard Saint Martin 75003 Paris

Nom :

Prénom :

Adresse :

Nombre de brochures :

Facultatif : adresse mél

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

*Chèques libellés à : Parti Révolutionnaire COMMUNISTES envoyer à :
Communistes 27, boulevard Saint Martin 75003 Paris (attention au changement d'adresse)
Vos dons pourront être déclarés aux impôts pour obtenir un dégrèvement*

1. Cf. Résumé écosoc 2 04 2024 Pas de trêve : mobilisations et grèves dans les hôpitaux et les EHPAD
- 2 <https://www.sitecommunistes.org/index.php/actualites/breves-d-actualite/3981-resume-des-questions-economiques-et-sociales-semaine-n-282-du-04-juin-2026>
- 3 Communiqué de la FNME-CGT
- 4 Mobile Virtual Network Operators, ce sont des opérateurs sans infrastructures (antennes, infrastructure radio) et qui louent des capacités à un opérateur pour commercialiser ses propres offres
- 5 [L'usine de batteries ACC / Stellantis au ralenti : 120 experts chinois arrivent ! - ItalPassion](#)

[6 https://www.ici.fr/normandie/seine-maritime-76/dieppe/1-usine-olatein-prevoit-de-cesser-ses-activites-a-dieppe-6500136](https://www.ici.fr/normandie/seine-maritime-76/dieppe/1-usine-olatein-prevoit-de-cesser-ses-activites-a-dieppe-6500136)

[7 https://www.lemonde.fr/afrique/article/2026/06/09/au-nigeria-les-enseignants-se-mettent-en-greve-face-aux-enlevements-massifs-d-ecoliers_6700112_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2026/06/09/au-nigeria-les-enseignants-se-mettent-en-greve-face-aux-enlevements-massifs-d-ecoliers_6700112_3212.html)

[8 https://riktpunkt.nu/2026/06/sovintern-och-wap-falsk-antiimperialism-i-rod-forkladnad/](https://riktpunkt.nu/2026/06/sovintern-och-wap-falsk-antiimperialism-i-rod-forkladnad/)

[© Copyright](#)